
A fleur de justice

Palestine

Tahar Moussaoui

Liège, 2020

Des élections sous occupation !?

Elections sous occupation :

L'absurde

(mars 2005)

Suite au décès de Yasser Arafat, des élections présidentielles ont eu lieu début 2005 pour désigner un nouveau Président. De telles élections ne peuvent en aucun cas être représentatives. En effet, pour qu'un peuple puisse s'exprimer librement, souverainement, il faut d'abord que son territoire soit libre et souverain. Or la Palestine est toujours occupée. Et quand un pays est occupé, les représentants légitimes du peuple sont alors ceux qui travaillent à sa libération, qui résistent à l'occupation : pas besoin d'élections pour cela. La résistance est l'acte démocratique fondamental, premier, dans un pays occupé. Mettre un papier dans une urne sous l'œil vigilant des soldats de l'occupation ne peut donc être qu'un leurre : il a pour objectif non de libérer et de renforcer les légitimes initiatives de résistance des occupés, mais de désigner qui va les gouverner et les réprimer en collaboration avec l'occupant.

De fait, le nouveau « Président », qui était déjà notoirement opposé à la poursuite de la résistance armée, a déjà pris maintenant les premières mesures : interdiction du port d'armes par les « privés »; policiers déployés dans certaines zones de la bande de Gaza pour empêcher les tirs de roquettes sur les colonies, commandos de résistants interceptés; tunnels (pour faire passer des armes par l'Egypte) localisés et détruits, imposition d'une trêve aux mouvements de résistance, groupes de résistance désarmés en échange de leur intégration dans les « forces de sécurité »...

Or c'est précisément ce que veulent les occupants : trouver des supplétifs palestiniens pour faire le travail de répression à leur place parce que cette répression les isole sur le plan international, coûte beaucoup d'argent et de soldats, aiguise les contradictions au sein de leur entité et perturbe les « affaires ». Cette exigence apparaît clairement dans les déclarations du ministre sioniste des transports après l'opération d'un commando palestinien dans la gare routière de Kami : « *M. Abbas doit réagir fermement contre les terroristes. La police palestinienne a des armes, elle doit les utiliser à bon escient* » (*Le Soir*, 15-16/01/05).

Cette première exigence fait partie d'un plan dans lequel figure le retrait des colons de Gaza mais pas celui de l'armée qui doit poursuivre la maîtrise militaire des frontières avec l'Egypte comme avec le reste. Y figurent aussi l'annexion des grands blocs de colonies en Cisjordanie et le refus catégorique de tout retour des réfugiés. La nouvelle attitude américaine (« Etat » viable avec territoire continu) n'exclut nullement ces annexions ni ce refus. Au contraire : elle les implique impérativement si M. Abbas veut obtenir une contrepartie. Et la seule chose qu'il obtiendra c'est moins de la moitié de la Cisjordanie et la possibilité pour les

entrepreneurs palestiniens de faire « en paix » du business avec leurs homologues sionistes, comme ceux qui ont déjà été pris en flagrant délit de vente de ciment aux...constructeurs du « Mur » !

Le peuple palestinien ne peut accepter cela, et il n'y a qu'un moyen pour le signifier : continuer la résistance.

Elections sous occupation :

La réponse du peuple

(avril 2006)

Le 25 janvier 2006, ont eu lieu en Palestine occupée des élections législatives. Elles ont donné les résultats suivants : sur 132 sièges à pourvoir, 74 ont été remportés par le Hamas, 45 par le Fatah de l'actuel président et le reste (3% des sièges) par différentes formations. Le Jihad a boycotté le scrutin.

Ces élections ont été supervisées par plus de 500 observateurs internationaux. De leur propre aveu, elles ont été parfaitement transparentes et ont donc fidèlement exprimé la volonté du peuple palestinien. En conséquence, elles ont confirmé la légitimité représentative du Hamas (que certaines de ses méthodes de lutte nous plaisent ou pas,) et, à travers lui, la légitimité de la résistance à l'occupation. Or, tous ceux qu'on appelle abusivement « Communauté internationale » ne veulent pas du verdict des urnes (voir encadré). Tous disent donc clairement qu'ils veulent bien de la démocratie, mais à condition qu'on vote pour ceux qu'ils préfèrent. Après la démocratie exportée en Irak (genre Abu Ghraib), voilà une autre variante de la démocratie exportée : voter librement pour les élus que d'autres ont choisis pour eux. Cette démocratie-là, le peuple palestinien n'en veut pas. Et il a osé dire *non* à tous.

1°) Il a dit non à l'occupant alors qu'il est le plus fort et fermement soutenu par des alliés plus forts encore. Parce que l'occupant refuse, en violation des résolutions de l'ONU, tant le retour des réfugiés qu'il a violemment expulsés pour « exister » que l'évacuation des autres territoires occupés par la force ; qu'il continue, en violation de la 4^e Convention de Genève, d'exproprier les Palestiniens pour installer des colonies de peuplement partout ; qu'il refuse de donner suite à l'arrêt de la Cour de La Haye sur l'illégalité du « Mur » et la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur ce même sujet ; qu'il a annexé de facto Jérusalem-Est et la vallée du Jourdain ; et qu'il ne veut d'une « Autorité palestinienne » que dans la stricte mesure où elle le décharge d'une partie de la répression des occupés.

2°) Il a dit non au Fatah, alors qu'il est au pouvoir. Parce qu'il est impuissant face à tout cela ; qu'au lieu d'organiser la résistance, il organise la répression des résistants et qu'au lieu d'être au service des pauvres, il est au service d'une élite corrompue.

3°) Il a dit non aux listes « alternatives ». C'est à dire principalement tous ceux dont les structures sont tenues à bout de bras par des subsides

extérieurs (surtout européens), qu'on transforme en « société civile » et que, le cas échéant, on transformerait en « représentant légitime ».

4°) Il a dit non à la prétendue « Communauté internationale » alors qu'elle est son bailleur de fonds (1). Parce qu'elle est impuissante à faire appliquer les règles qu'elle brandit avec intransigeance pour d'autres ; qu'elle refuse de voir le terrorisme d'Etat sioniste : occupation violente et subsidiée, expropriations, destruction de maisons, détentions massives, tortures, liquidations extrajudiciaires, bombardements aveugles de zones densément peuplées, refus arrogant de se soumettre aux règles du droit international, etc.

La Palestine est un pays occupé. La démocratie doit servir d'abord à le libérer. La « Communauté internationale », de façon aberrante, voulait la démocratie avant la libération du territoire sur lequel elle peut s'exercer. Le peuple palestinien s'est plié à cette exigence. Mais comme pour dire : « vous voulez qu'on désigne nos représentants par voie démocratique, voilà, c'est fait ! Maintenant, nous voulons un pays indépendant. Alors qu'allez-vous faire ? »

Et qu'a fait la dite « Communauté » ? A-t-elle mis en demeure l'occupant d'évacuer les territoires occupés, d'appliquer les résolutions de l'ONU (dont il est membre), ou l'arrêt de la Cour de La Haye ? Absolument pas ! Elle a posé des conditions draconiennes au représentant élu des occupés : il doit déposer les armes face à un occupant surarmé, reconnaître un occupant qui ne le reconnaît pas, et entériner des accords qu'il n'a pas signés et qui, 15 années d'expérience le montrent amplement, n'ont mené nulle part.

Kofi Anan, le secrétaire général de l'ONU, a déclaré après les élections : « *Si le Hamas se transforme et, de mouvement armé, devient un parti politique respectant les règles du jeu, je pense que la Communauté internationale devrait être à même de travailler avec lui* » (*Libre Belgique*, 31/01/2006). Mais un jeu dont les règles ne sont respectées que par l'un des deux joueurs est un jeu de dupes. Et cela, de larges franges du peuple palestinien l'ont bien compris depuis longtemps.

Elections sous occupation :

Les suites de la victoire du Hamas

(Juin 2006)

Suite à la victoire du Hamas à des élections exigées par eux, les gouvernements de l'Union européenne, emboîtant le pas à celui des Etats-Unis, ont décidé de suspendre leur aide à l'Autorité Palestinienne. Ils ont ainsi envoyé un message clair au peuple palestinien : « ou tu vires les gens que tu as librement élus, ou on te laisse mourir de faim et de maladie ». La cruauté de ce message a été parfaitement exprimée par Ben Bot, la Ministre des affaires étrangères de Hollande. Elle a déclaré : « *Les Palestiniens ont choisi ce gouvernement, alors ils devront en supporter les conséquences* ». Et aucun des autres Ministres ne l'a contredite... (2)

A l'inverse, ces mêmes gouvernements n'ont nullement exigé de « l'Etat d'Israël », qu'il mette fin à l'occupation. Pas un mot de leur part

sur le refus des dirigeants sionistes de respecter le droit international concernant les réfugiés ou la colonisation de peuplement. Pas la moindre pression pour faire appliquer l'arrêt de la Cour de la Haye sur le mur de l'apartheid. Aucune indignation face aux derniers bombardements aveugles sur Gaza (3). Pas de protestation contre la décision, annoncée publiquement et effrontément par le premier ministre israélien, d'annexer une grande partie de la Cisjordanie. Non, rien, absolument rien. Toute leur intransigeance est réservée aux occupés. Cette attitude des gouvernements européens est d'autant plus inqualifiable qu'elle contraste avec l'attitude de franges croissantes des peuples européens qui, elles, sont de plus en plus sensibles au calvaire du peuple palestinien et de plus en plus rebutées par une occupation injuste, brutale et interminable. D'où les questions : Comment se fait-il que les gouvernements européens exigent des élections et qu'ensuite ils en refusent les résultats ? comment se fait-il qu'au lieu de faire des pressions sur un occupant qui viole le droit international, ils s'en prennent au représentant démocratiquement élu des occupés ? La réponse à la première question est simple : le vainqueur de ces élections ne plaît pas aux gouvernements européens. La preuve est ainsi faite que ces gouvernements ne veulent de la démocratie que lorsqu'elle désigne ceux qu'ils préfèrent, qu'ils n'accordent aucune « aide » aux peuples qui, comme le prévoit le droit international, veulent décider et décident souverainement de leur sort. Au contraire, ils leur livrent une guerre totale : directement comme en Irak, indirectement comme en Palestine.

La réponse à la deuxième question est tout aussi simple : ce que les gouvernements européens veulent avant tout c'est maintenir la stabilité politique de la région, de sorte que les entreprises fassent des affaires et que les fournitures de pétrole soient assurées. Dans ce but, l'Etat sioniste, est considéré comme un allié qu'il faut protéger (même si on le gronde discrètement de temps en temps), alors que le peuple palestinien est considéré comme un ennemi qu'il faut mater. Ils l'aideront « humainement » s'il accepte leurs exigences et ils le puniront « inhumainement » s'il refuse.

De larges franges du peuple palestinien ont depuis longtemps tiré les leçons de cette situation. Et la première concerne tout d'abord les Accords d'Oslo instituant l'« Autorité palestinienne ». En effet, une « autorité », dont la survie dépend de l'argent versé par l'occupant (4) et par des puissances protectrices de ce même occupant, ne peut être qu'une grosse arnaque. Son but principal, en contrepartie d'avantages matériels pour une petite minorité de Palestiniens, est de libérer la puissance occupante d'une partie des tâches répressives de plus en plus « impopulaires » internationalement, de plus en plus coûteuses financièrement après la première *intifada* (1988). « L'Autorité Palestinienne » a ainsi été conçue et appliquée comme une méthode subtile pour briser la résistance du peuple palestinien, comme un obstacle à sa libération. La victoire électorale du Hamas est venue perturber la poursuite de ce but. Et les réactions (des occupants comme de leurs alliés occidentaux et

palestiniens) à cette victoire sont, elles, venues en rappeler odieusement la nécessité à qui veut « gouverner » les occupés.

Mais aujourd'hui, le peuple palestinien n'a pas besoin d'être gouverné, il n'a pas besoin de ministres, de fonctionnaires et de policiers. Comme peuple occupé, il a avant tout besoin d'une direction de la résistance unie, d'organismes dévoués et de résistants bien organisés et entraînés.

L'attitude des gouvernements européens et du gouvernement belge en particulier devait être fermement stigmatisée. C'est à cette fin que de nombreuses actions ont été entreprises en Belgique comme en Europe : pétitions, rassemblements et manifestations. A Bruxelles, le 21 avril, un rassemblement devant les Institutions européennes a rassemblé plus de 400 personnes, avec des délégations venues de plusieurs pays d'Europe. Le 28 avril à Liège, un rassemblement (organisé par le Collectif justice en Palestine) s'est tenu place du Marché, sous les mots d'ordre : *Toutes les sanctions contre les occupants israéliens ; Toute l'aide aux occupés palestiniens.*

Les positions après la victoire du Hamas

- **L'état sioniste** : le châtiment collectif était aussi prévisible que cruel. Dov Weinglas (conseiller du premier ministre) a déclaré : « *C'est comme une rencontre avec un diététicien. Ils [Palestiniens] vont certainement maigrir, mais ils ne vont pas mourir de faim* ». (Haaretz, 19/02/2006).

- **L'Europe** : elle a exigé du Hamas de reconnaître Israël, de renoncer à la violence, et d'accepter les accords passés. (Communiqué du 30 janvier, AFP). Mais elle n'exige rien de l'Etat sioniste. Une première mondiale : Elle va aider les occupants à punir les occupés. Cette aberration est parfaitement exprimée par Ben Bot, la ministre des affaires étrangères de Hollande. Elle a dit : « *Les Palestiniens ont choisi ce gouvernement, alors ils devront en supporter les conséquences* » (Le Soir, 15-16-17/04/2006).

- **La Belgique** : De Gucht (ministre des affaires étrangères, VLD) a déclaré qu'il ne fallait pas que le Conseil des ministres européens félicite Mahmoud Abbas pour le processus démocratique : « *En Iran, a-t-il dit, c'était aussi un processus démocratique* ». Et il a ajouté : « *On parle ici d'un éventuel petit Iran au cœur du Moyen-Orient* » (Libre Belgique, 31/01/2006).

Elections sous occupation :

L'unité pour la résistance

(Décembre 2007)

En janvier 2006, les élections législatives qui se sont tenues en Palestine l'ont été sous occupation. Elles ont vu la victoire du mouvement de résistance Hamas. Ce résultat n'a pas plu aux Etats-Unis, à l'Europe et à l'Etat sioniste et il explique tout ce qui a suivi. En effet, les Etats Unis et l'Europe voulaient simplement donner un peu de légitimité au pouvoir de

leur allié palestinien : Mahmoud Abbas (5). Ils ont tout fait pour qu'il gagne et, quand il a perdu, ils ont tout fait pour qu'il gagne ... hors des urnes.

Les préparatifs -- Le soutien à Abbas a en fait commencé bien avant. D'abord par la nature des institutions nées des accords d'Oslo de 1993 (6). Ceux qui voulaient être à leur tête devaient impérativement être obéissants et renoncer à ce qui est au cœur de la question palestinienne : la fin de l'occupation et le retour des réfugiés dans leur pays. En d'autres mots, ils devaient se contenter d'administrer les occupés.

Deux moyens pour s'assurer que ces « représentants du peuple palestinien » agissent ainsi: d'une part, rendre les occupés entièrement dépendants de l'aide étrangère dispensée par les alliés de l'occupant et, d'autre part, faire en sorte que les intérêts matériels de ces représentants et leurs partisans soient fondamentalement liés à la situation d'occupation elle-même: avantages matériels, privilèges de fonction, trafics d'influence, détournement des subsides, réseaux de fonctionnaires-clients, argent de la corruption, etc. Ensuite, au cours de la campagne électorale, les Etats-Unis ont largement financé la campagne électorale du Fatah par le biais de l'USAID (coopération au développement américaine). De leur côté et dans le même temps, les dirigeants sionistes ont tout fait pour favoriser la victoire de ce même Fatah. C'est ainsi par exemple qu'ils ont interdit au seul Hamas de mener campagne à Jérusalem-Est.

Après les élections -- Avant les élections, le Hamas était déjà sur la liste européenne et américaine des « terroristes ». Après sa victoire, les gouvernements d'Europe (dont celui de Belgique) et les Etats-Unis ont réagi par un Boycott systématique : suspension de l'aide financière et refus de reconnaissance du gouvernement élu. Le tout appuyé par l'arrêt du transfert des taxes douanières par l'Etat sioniste. Voici donc le message que les uns et les autres ont envoyé aux Palestiniens : « *Si vous voulez manger, il ne faut pas seulement renoncer à vos droits nationaux (accepter les Accords d'Oslo), il faut aussi renoncer à la démocratie (rejeter les représentants que vous avez élus).* ».

Dans un deuxième temps, la coalition occidental-sioniste prépara les conditions pour le coup de force de ses alliés palestiniens. D'abord, en sabotant les accords de la Mecque de février 2006 sur le gouvernement d'union nationale parce qu'ils ont laissé le chef du Hamas à sa tête ; ensuite, en encourageant leurs alliés du Fatah à ne pas remettre le commandement des forces de sécurité de Gaza au gouvernement élu ; enfin, en renforçant militairement le Fatah : financement de l'armement et de l'entraînement des forces de sécurité par les Etats-Unis avec un montant de 42 millions de dollars (*Reuters*, 10/10/05), autorisation de l'Etat sioniste tant pour la livraison d'armes à ces forces que pour leur départ en Egypte pour l'entraînement, etc.

Plus récemment encore, l'Etat sioniste a donné son accord pour la livraison aux forces de répression du Fatah de blindés légers et de 1000 fusils provenant de Russie. Et ce n'est certainement pas pour résister à l'occupation, mais bien pour réprimer ceux qui lui résistent (*Reuters*, 05/10/2006, *Le Soir*, 22/11/2007).

Le coup de force – Dès lors, le coup de force n'était plus qu'une question de choix du moment. Et les barons du Fatah ne s'en cachaient même pas : l'un d'eux a déclaré au *Sunday Times* en mai 2007 : « *Nous choisirons le moment et le lieu appropriés pour la confrontation militaire. Et après ça il n'y aura plus de milice du Hamas* » (7). Voici quel était le Plan des perdants : renverser le gouvernement démocratiquement élu par un coup d'état appuyé par les milices partisans locales avec un soutien des occidentaux et la coopération de l'Etat sioniste. Hamas l'a compris, il s'est préparé en créant et en renforçant son propre groupe armé (la Force exécutive) et a remporté la victoire au moment de l'affrontement.

Parler à ce propos de « guerre fratricide » et « entre fractions rivales » rend la réalité absolument indéchiffrable. Car la ligne de démarcation ne passe pas entre les « Palestiniens » d'un côté et les occupants sionistes de l'autre. Dans les faits, il y a les occupants sionistes avec leurs collaborateurs palestiniens d'une part et il y a, d'autre part, ceux qui résistent aux premiers comme aux seconds. S'il y a une distinction à faire dans ce deuxième camp, elle est à faire entre ceux qui refusent de façon radicale l'occupation et ceux (dont le Hamas) qui, tout en refusant l'occupation, acceptent les institutions nées des Accords d'Oslo et qui ont servi de cadre aux élections. Or, ces institutions sont précisément prévues pour servir la collaboration et non la résistance. Ils sont un outil de soustraction de la répression des Palestiniens, non de leur libération.

Indépendamment du fait que certains individus et certaines fractions à la base du Fatah veulent la résistance (et qu'il faut gagner à la cause), la réalité aujourd'hui est que ce qu'on appelle « l'Autorité palestinienne » ne doit sa continuité qu'à l'aide militaire et économique étrangère et à l'appui de l'Etat sioniste. Pour s'unir et s'organiser pour résister, les institutions d'Oslo sont non seulement inutiles, elles sont devenues un obstacle majeur.

Notes

(1) L'aide de l'Europe, premier bailleur de fonds, a été de 500 millions d'euros en 2005. Elle est allée pour un quart à l'Autorité palestinienne et pour le reste aux ONG actives dans divers services à la population.

(2) *Le Soir*, 15-16-17/04/06).

(3) Pour les seules deux premières semaines d'avril, l'appareil répressif sioniste a fait 19 tués, dont trois enfants (*Le Soir*, 19/04/06).

(4) argent qui se réduit aux impôts levés sur... les occupés.

(5) M. Abbas a écrit un livre de 600 pages sur « le processus d'Oslo » sans mentionner une seule fois le mot « occupation ». Voici ce que la coalition occidental-sioniste appelle un palestinien « modéré ». (Voir Robert Fisk, *The Independent*, le 16 juin 2007)

(6) Pour rappel, ces Accords stipulaient ceci : reconnaissance mutuelle, 5 ans d'autonomie des territoires occupés, négociations pendant cette période d'un « définitif » pour ces territoires. Il n'y est question ni d'Etat palestinien, ni de retour des réfugiés. Et 15 ans après, très logiquement, il n'y a ni l'un ni l'autre.

(7) Voir aussi www.imemc.org - AFPS, 15/10/07.